

Pages économiques

Discours économique de Marine Le Pen : l'art de pêcher des deux côtés de la chaloupe!

Pendant la douceur et l'allégresse des vacances de Noël, ni N. Sarkozy ni F. Hollande -principales têtes d'affiche des prochaines présidentielles en France- ni Marine Le Pen elle-même, ne pensaient qu'à la mi-janvier, à moins de quatre mois du premier tour des élections présidentielles, près du tiers des Français adhèreraient aux idées du Front national (FN), une hausse de 9 points par rapport à la même date l'an passé.



Par Khalid Adnane

Économiste, École de politique appliquée/Département d'histoire, Université de Sherbrooke

À première vue, on pourrait croire à une certaine saute d'humeur des cousins français ou encore à une espèce d'envolée irrésistible du discours sur l'immigration et l'identité nationale, chevaux de bataille traditionnels du FN. Les cyniques auraient même pu imaginer un contrecoup pour faire concurrence aux primaires américaines. Il n'en est rien, c'est surtout grâce au discours économique très habile de Mme Le Pen que le FN réussit à marquer des points, même si le programme économique pour supporter ce discours est loin d'être clair et cohérent.

Une opportuniste et habile politicienne

En effet, Mme Le Pen est très habile et fine stratège, beaucoup plus que son père d'ailleurs (Jean-Marie). Elle a bien vu que si le vecteur de l'identité nationale était une corde sensible chez ses compatriotes, suffisant parfois pour faire des percées significatives au niveau des législatives ou aux communales, il demeurerait bien insuffisant pour espérer aller loin dans les présidentielles. D'ailleurs, les présidentielles de 2002 n'avaient pas permis des espoirs pour son père avant que

tout ne s'écroule au deuxième tour avec un score de plus de 82% en faveur de J. Chirac?

À ceux qui lui reprochent de négliger les banlieues, souvent à saveur immigrée, dans sa campagne électorale, elle n'hésite pas à rétorquer qu'elle s'adresse d'abord « à la majorité silencieuse plutôt qu'à la minorité hurlante ». Elle sait que cette majorité silencieuse est la plus déçue : d'abord par Sarkozy qui ne semble pas livrer les résultats

escomptés et promis lors de la campagne de 2007, mais déçue aussi par la gauche qui tarde à offrir des alternatives cohérentes et réalistes en regard de l'état de l'économie française ainsi que du contexte économique international actuel. En ce sens, Mme Le Pen, en s'appuyant sur ce contexte économique difficile, a décidé de miser sur l'exaspération socio-économique de ce groupe, notamment les ouvriers : ils sont 41% à se reconnaître dans les propositions du FN.

Par ailleurs, Mme Le Pen, forte des expériences passées de son père, a compris que dans un pareil contexte, en plus de choisir la bonne cible, il fallait qu'elle accroche les citoyens sur les questions fondamentales de leur quotidien, leur petite vie comme on dit chez nous. Elle sait qu'en temps de crise notamment, il faut, en s'adressant aux classes ouvrières et aux classes moyennes « paupérisées » (cibles des différents partis), délaissés les discours politiques aseptisés et parler de leurs préoccupations les plus fondamentales : emploi, conditions de travail et délocalisation, salaire, richesse et pouvoir d'achat, et pourquoi pas en passant, sécuri-

té, immigration et identité nationale, des valeurs refuges du parti.

Un programme économique peu convaincant. Et alors?

Si les propositions de Mme Le Pen sont attrayantes pour le public ciblé, les solutions le sont tout autant. En fait, qui s'opposerait en France (et même partout ailleurs) à freiner la compétition des produits chinois sur son territoire? Probablement personne! Que la solution (protectionniste pour ne pas dire patriotique) repose sur l'application de droits de douane qui ne régleraient probablement pas grand-chose à cette concurrence et qui seraient en complète contradiction avec les principes fondamentaux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ne change rien à cet attrait manifeste. Même chose pour la question européenne : le FN, après avoir flirté avec l'idée de sortir carrément de l'Union européenne, propose à présent la sortie de la zone euro seulement. Celle-ci se ferait par la réintroduction du franc français par la dévaluation de ce dernier de 25% par rapport à l'euro, ce qui stimulerait les exportations françaises. Mais, Marie Le Pen ne souffle aucun mot sur les impacts d'une telle politique sur l'inflation et le coût de la vie ou encore sur le service de la dette publique et le ratio dette/PIB (surtout que la France a perdu tout récemment sa cote Triple A chez Standard & Poor's).

Tout ce qu'elle avance sur cette question, c'est un appel au sens patriotique des Français pour se porter acquiesceurs de la dette d'État et diminuer ainsi la dépendance envers ces agences étrangères. Et que dire de la lutte aux délocalisations? On va obliger les compagnies françaises à produire en France afin que les Français achètent ces



produits, message adressé notamment aux constructeurs automobiles. Comment cela se fera-t-il?

Aucune mesure concrète n'est annoncée : pour le moment, ce n'est pas important, c'est le discours qui prime.

Enfin, n'est-il pas étonnant qu'aucun économiste (d'envergure ou pas) n'ait osé cautionner ce programme? Plus encore, les économistes qui auraient travaillé à son élaboration se sont tous faits discrets lors de sa sortie.

Un message clair pour ses opposants

En fait, le plus intrigant dans cette remontée exceptionnelle du FN et de Mme Le Pen (21,5% des intentions de vote, à deux points seulement de Sarkozy), c'est que, bien que les propositions en matière économique – le nerf de la guerre de cette élection – ne tiennent pas la route, qu'elles soient peu convaincantes et, à la limite, irréalistes, une bonne partie de l'électorat français ne semble pas déstabilisée

par « ces détails » et semble, pour le moment, très à l'aise avec ce mode « flottaison ». Cela ne veut nullement dire que Mme Le Pen pourra être élue au mois d'avril prochain et encore moins au mois de mai. Aucun observateur averti n'oserait se prononcer sur une telle possibilité aujourd'hui. Cependant, le message est clair pour ses opposants.

Si d'une part, le très peu populaire N. Sarkozy continue à s'occuper plus du sauvetage de l'euro que des affaires de l'État, et que le peu charismatique M. Hollande n'offre pas de réelles alternatives aux citoyens français, Marine Le Pen, malgré un programme économique somme toute médiocre, continuera à engranger les appuis.

Comme on dit, elle continuera à pêcher des deux bords de la chaloupe et quiconque connaît les joies de la pêche, ne peut que la jalouser pour une telle opportunité!